
1 La Droite populaire, rempart populiste de la majorité

LEMONDE.FR | 13.07.11 | 16h53 • Mis à jour le 13.07.11 | 16h56



Lionel Luca, député UMP et cofondateur de la Droite populaireAFP/ANNE-CHRISTINE POUJOULAT

Pour souffler sa première bougie, le collectif de parlementaires UMP La Droite populaire, [organisé, pour la presse](#), mardi 12 juillet, un apéro "saucisson vin rouge"... Une référence – remarquée – à "l'apéro saucisson-pinard" organisé en juin 2010 par les groupes d'extrême-droite Riposte laïque et le Bloc identitaire.

Lionel Luca, cofondateur du mouvement, s'est défendu en qualifiant cette initiative de "[canular](#)". "Cela fait 25 siècles qu'il y a du vin en France ! On ne va pas empêcher les gens de boire un coup de rouge" a lancé Jacques Myard, député UMP des Yvelines et membre du collectif. Mais au-delà de la "plaisanterie", cette référence constitue aussi un symbole du terrain politique que la Droite populaire veut occuper. "Nous ne laisserons pas le monopole de certains sujets à d'autres" – comprendre Marine Le Pen –, glisse Lionel Luca, député des Alpes-Maritimes.

UNE ORGANISATION "BORDÉLIQUE" COMPOSÉE "D'ANARCHISTES DE DROITE"

A en croire ses membres, La Droite populaire se veut une organisation "bordélique", "autogestionnaire", composée "d'anarchiste de droite", de "Gaulois" et "d'esprits libres"... Quant à la liberté de ton et de parole accordée par l'UMP au collectif, elle serait sans lien avec le poids croissant de l'extrême droite. "Nous n'avons pas besoin de courir après le FN, s'exclame Lionel Luca. Nous sommes tels que nous sommes. Nous portons les débats qui dérangent." Avec comme objectif de les porter "jusqu'à la présidentielle". Après, les cartes seront redistribuées et l'utilité de pérenniser ce collectif sera discuté.

Pourtant, La Droite populaire – qui n'est pas "la droite populiste", précise Jacques Myard – occupe bien un terrain que l'UMP ne veut pas laisser au Front national. Alors que Nicolas Sarkozy se présidentialise à 10 mois de l'échéance, "nous sommes là pour protéger le président", décrypte Jean-Paul Garraud, "pour prendre les coups à sa place".

UNE DROITE DÉCOMPLEXÉE

La Droite populaire se veut décomplexée vis-à-vis des thématiques chères au Front national. Alors que Marine Le Pen pèse 17 % des intentions de vote, à 10 mois de l'élection présidentielle, ces quarante grognards de l'UMP occupent les terrains préférés de l'extrême droite. Ils se sont fait remarquer par leur activité parlementaire et des poignées d'amendements sur des thèmes comme la déchéance de nationalité, la binationalité, le respect des symboles républicains ou encore l'allègement du permis à points...

"Nous pesons" insiste Lionnel Luca, "même si certains de nos amendements sont flingués en commission paritaire". "Nous veillons à ce que les engagements de 2007 soient tenus", renchérit Jean-Paul Garraud, député de Gironde. Illustrant l'influence du groupe, Jacques Myard se réjouit d'avoir été entendu par Claude Guéant concernant le maintien de la [signalisation des radars](#), que le gouvernement comptait supprimer.

Lionnel Luca, pour sa part, attend d'être entendu par le gouvernement à la rentrée sur deux thèmes lorsque sera voté le budget : porter le budget de l'armée "à la hauteur des ambitions diplomatiques de la France" et ne pas appliquer pour les forces de sécurité le non-remplacement d'un fonctionnaire partant en retraite sur deux. Si les priorités de la Droite populaire ne sont pas entendues "nous pouvons mobiliser plus de 40 parlementaires, avertit Lionnel Luca. A bon entendeur !"

Eric Nunès

2 Comment la Droite populaire est devenue l'aiguillon de la majorité

LEMONDE.FR | 07.07.11 | 13h56 • Mis à jour le 07.07.11 | 15h42



Thierry Mariani, ministre des transports et fondateur de la Droite populaire.AFP/VALÉRY HACHE

L'idée de réformer la double nationalité ? C'était eux. Le débat sur la laïcité ? Encore eux. Le droit d'appel pour les victimes en Cour d'assises ? Les jurés populaires ? L'encadrement de la binationalité ? Toujours eux. "Eux", ce sont les membres du collectif "Droite populaire", une quarantaine de députés, attachés à mettre en avant les "valeurs" de leur camp et à ancrer à droite la politique de la majorité, comme la future campagne de Nicolas Sarkozy. Quitte à fâcher d'autres tendances au sein de l'UMP.

La convention que le parti présidentiel consacre, jeudi 7 juillet, à l'immigration (lire le [compte-rendu en édition abonnés](#)) a été l'occasion pour le collectif de manifester une nouvelle fois sa présence et son influence au sein de la majorité. Lionnel Luca, membre actif depuis les débuts du groupe, a menacé mi-juin de [quitter son poste de secrétaire national à l'immigration](#) si on ne prenait pas en compte ses propositions sur la binationalité. Il a finalement accepté de rester, contre la promesse d'une convention entièrement dédiée à cette question. Un signe de plus du poids qu'a pris ce collectif dans la majorité présidentielle.

"NOUS SOMMES DES AMOUREUX DE LA PATRIE"

Née de la défaite de l'UMP aux élections régionales de 2010, la Droite populaire regroupe des parlementaires venus notamment du sud-est de la France, une région où le Front national fait des scores structurellement élevés. Pour eux, il faut *"revenir aux fondamentaux"* de Nicolas Sarkozy sur les "valeurs" de la droite. Le collectif les résume dans [sa charte fondatrice](#) : patriotisme, laïcité, *"valeurs de la République"*, *"dignité sociale et solidarité"*, *"autorité, mérite et respect"* à l'école, *"immigration contrôlée et maîtrisée"*, rejet du *"sentiment d'impunité"* et du *"laxisme"*, ou encore soutien aux forces de l'ordre.

"Nous sommes des gaullistes populaires", *"des amoureux de la patrie"*, soutient le député-maire de Maisons-Laffite et membre du collectif, Jacques Myard, interrogé par Le Monde.fr. *"Sur l'immigration, sur les fraudes sociales, il y a un problème"*, estime-t-il.

L'échec de la majorité aux régionales de 2010 et la poussée du Front national leur a conféré une attention nouvelle de la part de l'Élysée, qui cherchait à "droitiser" son discours pour rebondir dans l'opinion. Le point d'orgue de cette stratégie, [le désormais célèbre discours de Grenoble](#), prononcé par Nicolas Sarkozy au cœur de l'été 2010, a donné des gages à la Droite populaire. *"Le chef de l'Etat a entendu ce que ressentaient nos électeurs"*, estimait le fondateur du mouvement, Thierry Mariani, député du Vaucluse, devenu depuis secrétaire d'Etat, puis ministre des transports, [dans Le Figaro en septembre 2010](#).

Les membres du collectif se sont employés à ne pas relâcher la pression, avec une certaine bienveillance de l'Élysée et de l'UMP. M. Mariani a ainsi déposé des dizaines d'amendements au projet de loi sur l'immigration présenté à la rentrée 2010, dont il a été nommé rapporteur. Les autres "figures" de la Droite populaire, comme Lionnel Luca, Philippe Meunier ou Jacques Myard, multiplient les amendements et les interventions à l'Assemblée sur les projets de loi emblématiques : démantèlement des campements illégaux de Roms, encadrement de l'aide médicale des étrangers... *"Nous sommes de plus en plus entendus"*, se félicite Jacques Myard.

Le député se défend de chercher à couper l'herbe sous le pied du FN. *"Je n'ai aucune affinité avec ce parti et je ne me positionne pas par rapport à eux"*, assure M. Myard. *"Mais si mes ex-électeurs partent au Front, je veux les faire revenir"*.

"DIRE 'NON', Y COMPRIS AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE"

L'immigration et la sécurité ne sont pas les seuls credos du collectif. Toujours à l'écoute de la "base" électorale de l'UMP, la Droite populaire monte au front pour faire passer l'idée d'un [assouplissement du permis à points fin 2010](#). Au printemps 2011, elle fera reculer le gouvernement sur la [fin de la signalisation des radars](#). *"Nous ne sommes pas des députés godillots"*, explique M. Myard. *"Nous sommes capables de dire 'non', y compris au président de la République"*.

Mais cette déferlante d'activité et de propositions agace une partie de la majorité. Le député UMP de Haute-Savoie, Lionel Tardy, interrogé par Le Monde.fr, ne mâche pas ses mots. *"Ils prennent trop d'ampleur par rapport à leur poids réel"*, estime-t-il. *Leurs opinions ne sont pas celles de la majorité du groupe, et pour beaucoup de députés de base, ça commence à bien faire."*

"Ils savent se fédérer et se faire entendre", reconnaît M. Tardy. *"Mais il y a un moment où cela va un peu loin. Il faut faire attention à ne pas faire croire que certaines déclarations reflètent l'opinion de toute l'UMP alors que ce n'est pas le cas"*.

En juin, lorsque la majorité repousse une proposition de loi socialiste visant à autoriser le mariage entre personnes du même sexe, la ministre des solidarités, Roselyne Bachelot, favorable à cette proposition, se démarque en affirmant que le mariage homosexuel *"se fera un jour"*. La droite populaire n'hésite alors pas à réclamer sa démission. Une provocation inutile, selon M. Tardy. D'autant que selon lui, la droite populaire n'est pas toujours aussi active dans le travail parlementaire que dans sa stratégie médiatique. *"Les communiqués de presse, c'est bien, mais il faut aussi être dans l'hémicycle"*, assène-t-il.

"BEAUCOUP DE DÉPUTÉS COMMENCENT À SE BRAQUER"

La stagnation de Nicolas Sarkozy dans les enquêtes d'opinion, et surtout le départ de Jean-Louis Borloo et des radicaux de la majorité, ont conduit la présidence à prendre en compte ces griefs. *"L'Elysée a rectifié le tir"*, se félicite Lionel Tardy, pour qui *"beaucoup de députés centristes ou libéraux commençaient à se braquer. Il n'en faut pas beaucoup pour les pousser dans les bras de Borloo"*.

De fait, le [remaniement du 29 juin](#), qui a suivi le départ de Christine Lagarde pour le FMI, a consacré les centristes plutôt que la droite populaire. L'entrée de Marc Laffineur, François Sauvadet ou Jean Leonetti au gouvernement sonne comme une volonté de concilier l'aile centriste de la majorité, qui s'estimait malmenée. Mais la droite populaire n'a pas été complètement oubliée. M. Mariani est ainsi passé du statut de secrétaire d'Etat à celui de ministre de plein exercice, ce qui lui offre la possibilité de multiplier par quatre le nombre de ses collaborateurs, qui passent de cinq à vingt.

Jacques Myard reconnaît que les idées de la droite populaire sont moins mises en avant dans la nouvelle stratégie présidentielle, faite de discrétion et de prise de hauteur. *"Je comprends que le président doive tenir son rang, et ne pas entrer dans les polémiques"*, assume le député.

De fait, c'est désormais le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, qui a endossé le rôle d'incarnation de la droite "dure" en matière d'immigration, et multiplie les prises de position [parfois provocatrices sur la question](#). La dernière charge de la droite populaire sur la question de la binationalité a fait l'objet d'une fin de non-recevoir de la part de l'Elysée. De quoi agacer certains membres de la droite populaire, comme l'illustre la menace de démission de Lionnel Luca.

Mais M. Myard reste serein. *"Nous n'avons pas le monopole des idées, mais nous faisons entendre notre voix"*, assure-t-il, promettant que la Droite populaire est *"dans la même barque"* que le reste de la majorité. *"Quel que soit le résultat de 2012, on est sortis de la période de l'idiotisme consensuel"* sur les questions d'immigration, se félicite le député. Il prépare pour la rentrée une nouvelle proposition de loi, qui visera à prendre en compte non seulement le revenu, mais aussi le patrimoine, dans les critères d'attribution des logements sociaux.

Samuel Laurent